

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ■ Le projet de loi étant discuté à l'Assemblée nationale, la CGT maintient la pression

Redenat, c'est maintenant ou jamais

Les sections corrésiennes de la CGT, énergie, cheminots et Mécanic Vallée demandent le redémarrage immédiat du projet Redenat.

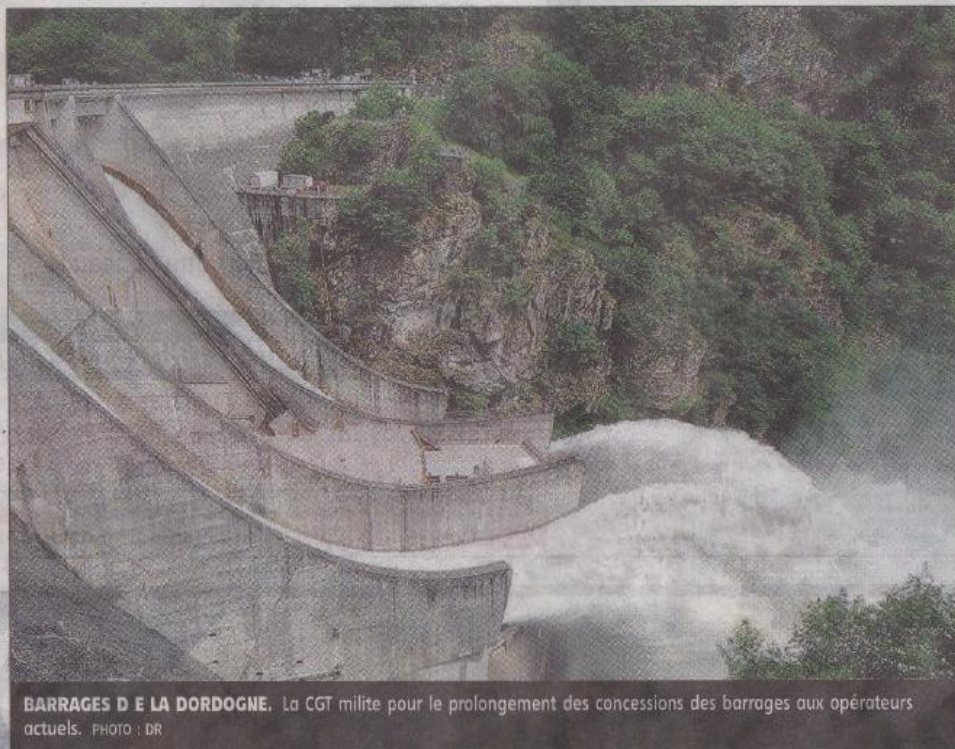
Dragan Pérovic

dragon.perovic@centrefrance.com

Au bon moment, au bon endroit ! C'est dans un contexte particulier que les sections corrésiennes de la CGT, énergie, cheminots et métallurgie ont décidé de faire entendre leur voix une nouvelle fois. À l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte est débattu depuis hier. Aujourd'hui, le bureau du Conseil économique social et environnemental régional Limousin se déplace à Bassignac-le-Bas, sur le site de la Station de transfert d'énergie par pompage (STEP) Redenat. Rappelons qu'il s'agit d'un projet permettant de stocker l'eau en hauteur pour la turbiner aux moments où la demande est la plus forte.

Un chantier d'un milliard d'euros

Ce chantier géant d'environ 1 milliard d'euros pourrait durer cinq ans et employer environ 500 personnes.



BARRAGES DE LA DORDOGNE. La CGT milite pour le prolongement des concessions des barrages aux opérateurs actuels. PHOTO : DR

Justement, pour la CGT, ce projet « qui répond parfaitement aux enjeux de transition énergétique », est porte-drapeau de sa politique de réindustrialisation de la région.

« En juin 2013, nous avons posé symboliquement la première pierre de ce chantier. On espère maintenant forcer la main aux politiques, pour obtenir la seconde, insiste Laurent

Duplessis, délégué syndical CGT énergie de la Corrèze. Le gouvernement profite du débat sur la loi de transition énergétique pour y introduire des articles qui nous amènent à l'ouverture à la concurrence et à terme, à la privatisation des équipements hydrauliques. Nous nous prononçons catégoriquement pour le retrait de ces articles-là et pour le prolongement des concessions de grands barrages aux

opérateurs actuels et cela pour une durée suffisante, permettant un retour sur investissement du projet Redenat ».

Selon la CGT, concernant les équipements hydrauliques en Europe, existe deux scénarios. Certains pays transfèrent la propriété des aménagements hydrauliques aux opérateurs, d'autres prolongent de façon importante les concessions de

barrages pour les protéger. « On est le seul pays en Europe aujourd'hui qui ouvre à la concurrence la production hydraulique. Pourtant, l'eau et l'énergie sont des enjeux stratégiques », insiste Laurent Duplessis.

« On a engagé une démarche auprès des élus du département, raconte le syndicaliste. Un document intitulé « Non à la privatisation des barrages » sera envoyé à tous les parlementaires et tous les maires et distribué à la population ». Pour la CGT corrésienne c'est clair, le projet Redenat, c'est maintenant ou jamais. ■

SOMMET SOCIAL CGT

À Decazeville. Deux autres projets, portés par la CGT Métallurgie ont été au cœur du sommet social CGT de la Mécanic Vallée, tenu, hier à Decazeville (Aveyron). Alors que l'atelier de Brive a obtenu le marché de construction de 120 draines pour l'entretien des voies, c'est un groupe suédois qui a obtenu la sous-traitance des moteurs au démantèlement des entreprises locales. Un autre projet a été présenté. Il s'agit du nouvel avion ATR, un turbopropulseur de 90 places. Par ailleurs, parmi les participants, une grande nouveauté a été enregistrée cette année. C'est la première fois que les patrons de la Mécanic Vallée ont accepté de participer à une table ronde avec les syndicalistes sur l'avenir de l'emploi industriel en Mécanic Vallée.